

# Conférence : Pacifisme et Histoire de la CGT

Résumé du texte présenté par Gilbert GARREL lors de l'AG de l'IHS le 3 mars 2026

## 1. Contexte international actuel et multiplication des conflits

Le texte commence par une analyse du contexte mondial contemporain, marqué par une forte instabilité et de nombreux conflits

L'auteur évoque notamment :

- l'évolution politique internationale depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir.
- la politique du gouvernement israélien dirigé par Benyamin Netanyahu, accusé de mener une guerre destructrice à Gaza et de poursuivre la colonisation en Cisjordanie.
- des interventions militaires jugées illégales au regard du droit international et de la Charte de l'ONU.

Au-delà des conflits les plus médiatisés (Ukraine, Moyen-Orient), l'auteur rappelle que de nombreux conflits passent inaperçus. Selon l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, 61 conflits armés impliquant 36 pays ont été recensés en 2024. Certains États connaissent même plusieurs conflits simultanés, internes et externes.

L'auteur constate également la difficulté du mouvement syndical à mobiliser massivement les travailleurs contre ces guerres, malgré certaines manifestations.

---

## 2. Les origines antimilitaristes du mouvement ouvrier

Pour comprendre cette situation, le texte propose une analyse historique du syndicalisme et de son rapport à la guerre.

Dès sa création en 1864, la Première Internationale des travailleurs affirme que la lutte pour l'émancipation ouvrière implique la lutte contre les politiques étrangères qui provoquent les guerres. Elle appelle les travailleurs à répondre à la guerre par la grève.

Cependant, dans la pratique, ces principes restent difficiles à appliquer. Par exemple, lors de la guerre franco-prussienne de 1870, les appels à l'unité internationale des travailleurs ont eu très peu d'écho.

---

## 3. Les débuts de l'antimilitarisme syndical en France

L'antimilitarisme commence réellement à se développer à la fin du XIXe siècle.

Plusieurs éléments y contribuent :

- la légalisation des syndicats en 1884.
- la contestation du service militaire de trois ans.
- la critique du travail gratuit imposé aux conscrits dans les ateliers militaires, considéré comme une concurrence déloyale envers les ouvriers.

Au sein de la CGT, l'antimilitarisme reste toutefois encore peu affirmé dans les premiers congrès.

---

#### **4. Radicalisation antimilitariste au début du XXe siècle**

Au début du XXe siècle, un courant révolutionnaire (anarchistes, libertaires, marxistes) se renforce dans la CGT.

Ces militants développent une vision internationaliste fondée sur l'idée que :

- le prolétaire n'a pas de patrie.
- la véritable frontière est celle qui sépare le capital et le travail.

Ils dénoncent également l'armée comme instrument du patriotisme et de répression sociale.

Cette critique est renforcée par l'utilisation de l'armée par le gouvernement pour réprimer les grèves, notamment sous Clemenceau :

- contre les mineurs après la catastrophe de Courrières (1906).
- contre les dockers de Nantes (1907).
- contre les vigneron du Midi (1907).
- contre divers mouvements ouvriers jusqu'en 1911.

Ces interventions militaires entraînent morts, blessés et arrestations.

---

#### **5. La position radicale de la CGT avant la Première Guerre mondiale**

Au début du XXe siècle, la CGT adopte des positions très radicales :

- en cas de guerre, les travailleurs devraient répondre par une grève générale révolutionnaire.
- une forte propagande antimilitariste se développe dans les bourses du travail et dans la presse ouvrière.

Cependant, ces idées restent minoritairement suivies dans la classe ouvrière.

---

#### **6. Les tensions internationales et l'échec de la solidarité internationale**

À partir de 1912, les tensions internationales augmentent avec les guerres balkaniques.

La CGT tente d'organiser des mobilisations communes pour la paix avec les syndicats étrangers, notamment allemands et autrichiens.

Mais ces derniers refusent, estimant que la question de la guerre relève des partis politiques et non des syndicats.

Cette absence de coordination internationale fragilise la stratégie pacifiste.

---

#### **7. L'effondrement du pacifisme au début de la Première Guerre mondiale**

Après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand en juin 1914 et l'assassinat de Jean Jaurès le 31 juillet 1914, la guerre éclate.

Malgré ses positions antimilitaristes antérieures, la CGT rejoint l'« Union sacrée » et soutient l'effort de guerre.

Plusieurs raisons expliquent ce retournement :

- la pression patriotique et la propagande.
- le désir de revanche contre l'Allemagne après 1870.

- la menace du « carnet B », fichier permettant l'arrestation préventive de militants antimilitaristes.

La mobilisation générale se déroule donc sans opposition massive.

---

## **8. La marginalisation des pacifistes pendant la guerre**

Pendant la guerre, les organisations syndicales sont fortement affaiblies :

- les militants sont mobilisés au front.
- l'activité syndicale est réduite à des actions de solidarité envers les soldats et leurs familles.
- toute critique de la guerre est sévèrement réprimée.

Plusieurs militants pacifistes sont arrêtés ou emprisonnés.

Malgré cela, un noyau de militants continue à défendre l'internationalisme et le pacifisme.

---

## **9. La naissance d'une opposition pacifiste organisée**

Un groupe de militants regroupé autour de La Vie ouvrière commence à organiser une opposition à la guerre.

Ils participent notamment à la conférence internationale de Zimmerwald en 1915, qui rassemble des socialistes et syndicalistes pacifistes européens (dont Lénine).

En France se crée ensuite le Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI), qui milite pour :

- la paix immédiate.
- une paix sans annexions ni indemnités.

Ces militants agissent clandestinement et subissent répression, arrestations et surveillance policière.

---

## **10. Les évolutions de la guerre et la montée du pacifisme**

À partir de 1917, plusieurs événements renforcent les idées pacifistes :

- la Révolution russe.
- les mutineries dans l'armée française.
- la fatigue générale face à la guerre.

Progressivement, même les dirigeants majoritaires de la CGT commencent à se rapprocher des positions pacifistes.

---

## **11. Les mouvements sociaux de 1918**

En 1918, des grèves importantes et ouvertement pacifistes apparaissent, notamment dans les industries d'armement.

Cependant, la direction de la CGT reste prudente et soutient peu ces mobilisations.

Malgré cela, les organisations syndicales pacifistes gagnent de nouveaux adhérents.

---

## **12. L'après-guerre et les nouvelles divisions**

Après l'armistice de 1918, les tensions sociales restent fortes.

Les luttes ouvrières permettent certaines avancées sociales, comme la journée de huit heures en 1919.

Mais les militants pacifistes considèrent que leurs espoirs ont été déçus :

- la paix durable n'est pas réalisée,
- la révolution mondiale espérée ne se produit pas.

La CGT s'oppose néanmoins majoritairement au traité de Versailles, jugé trop dur pour l'Allemagne et susceptible de provoquer de nouveaux conflits.

---

## **13. La scission du mouvement syndical et les débats sur les guerres**

Au début des années 1920, la CGT se divise avec la création de la CGTU.

Les deux organisations ont des positions différentes sur plusieurs questions :

- l'occupation de la Ruhr.
- les guerres coloniales.

La CGTU adopte une théorie inspirée de Lénine distinguant :

- les guerres impérialistes injustes.
- les guerres de libération légitimes (comme celles menées par les peuples colonisés).

Elle s'oppose par exemple à la guerre du Rif au Maroc en 1925.

---

## **14. Les débats sur le pacifisme dans l'entre-deux-guerres**

Dans les années 1930 apparaît un courant de pacifisme absolu, refusant toute guerre.

Ce courant refuse notamment l'intervention française dans la guerre civile espagnole pour soutenir les républicains contre Franco.

Certains de ses dirigeants évolueront plus tard vers des positions collaborationnistes pendant la Seconde Guerre mondiale.

---

## **15. La Seconde Guerre mondiale et la Résistance**

Sous le régime de Vichy, certains anciens dirigeants syndicaux collaborent avec le régime.

Mais de nombreux militants CGT participent aussi activement à la Résistance contre l'occupation allemande.

---

## **16. L'après-guerre et la guerre d'Indochine**

Après 1945, la population française aspire à la paix.

Pourtant, une nouvelle guerre éclate : la guerre d'Indochine.

Les Vietnamiens, qui ont combattu les Japonais et revendiquent leur indépendance, entrent en conflit avec la France.

Malgré des négociations initiales, la situation dégénère rapidement après le bombardement de Haiphong en 1946, qui fait plusieurs milliers de morts et marque le début de la guerre.

## **Idée centrale développée**

L'histoire du mouvement syndical français révèle une tension constante entre l'idéal pacifiste et la réalité des contraintes politiques, sociales et militaires. Depuis les origines de l'internationalisme ouvrier au XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux guerres contemporaines, les syndicats ont été confrontés à un dilemme permanent : comment défendre la paix tout en survivant dans des contextes de guerre, de répression ou de pression nationale ?

### **1. Un pacifisme théorique confronté à la réalité**

La Première Internationale et les premiers congrès syndicaux défendaient l'idée que les travailleurs devaient s'unir contre les guerres, que ce soit par la grève ou par l'action collective. Mais dans la pratique, les appels à l'antimilitarisme rencontraient souvent une résistance des masses ou des institutions, comme lors de la guerre franco-prussienne de 1870 ou face à l'usage de l'armée pour réprimer les grèves.

### **2. La montée de l'antimilitarisme révolutionnaire**

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la CGT voit l'arrivée de militants anarchistes, libertaires et marxistes qui mettent en avant non seulement l'antimilitarisme, mais aussi l'antipatriotisme : pour eux, les prolétaires n'ont pas de patrie et les seules frontières pertinentes sont celles qui séparent le capital du travail. L'armée devient ainsi un instrument de répression sociale. Cette radicalité illustre la difficulté de transformer un idéal en action concrète, car elle se heurte à la propagande, au patriotisme et à la répression.

### **3. La guerre comme épreuve du pacifisme**

La Première Guerre mondiale illustre la faillite temporaire du pacifisme syndical : face à la propagande patriotique, à la pression de l'État et aux assassinats comme celui de Jaurès en 1914, la CGT abandonne sa position antimilitariste et se rallie à l'Union sacrée. Néanmoins, des militants minoritaires maintiennent le combat pour la paix à travers des comités clandestins et des initiatives internationales, comme le CRRI et les conférences de Zimmerwald et Quintal.

### **4. Persistance des militants pacifistes**

Malgré la répression, les arrestations et l'hostilité des gouvernements, certains militants continuent à défendre l'idée que la paix est possible sans annexion ni indemnités, en privilégiant la solidarité internationale entre prolétaires. Leur action montre que le pacifisme peut exister même en contexte de guerre, mais qu'il nécessite une organisation clandestine et un courage considérable.

### **5. Le pacifisme face aux conflits coloniaux et aux guerres mondiales ultérieures**

Après la Première Guerre mondiale, les syndicats continuent à se diviser sur la question des guerres. La CGTU adopte une vision nuancée des "guerres justes et injustes", défendant les peuples colonisés et dénonçant l'injustice des occupations.

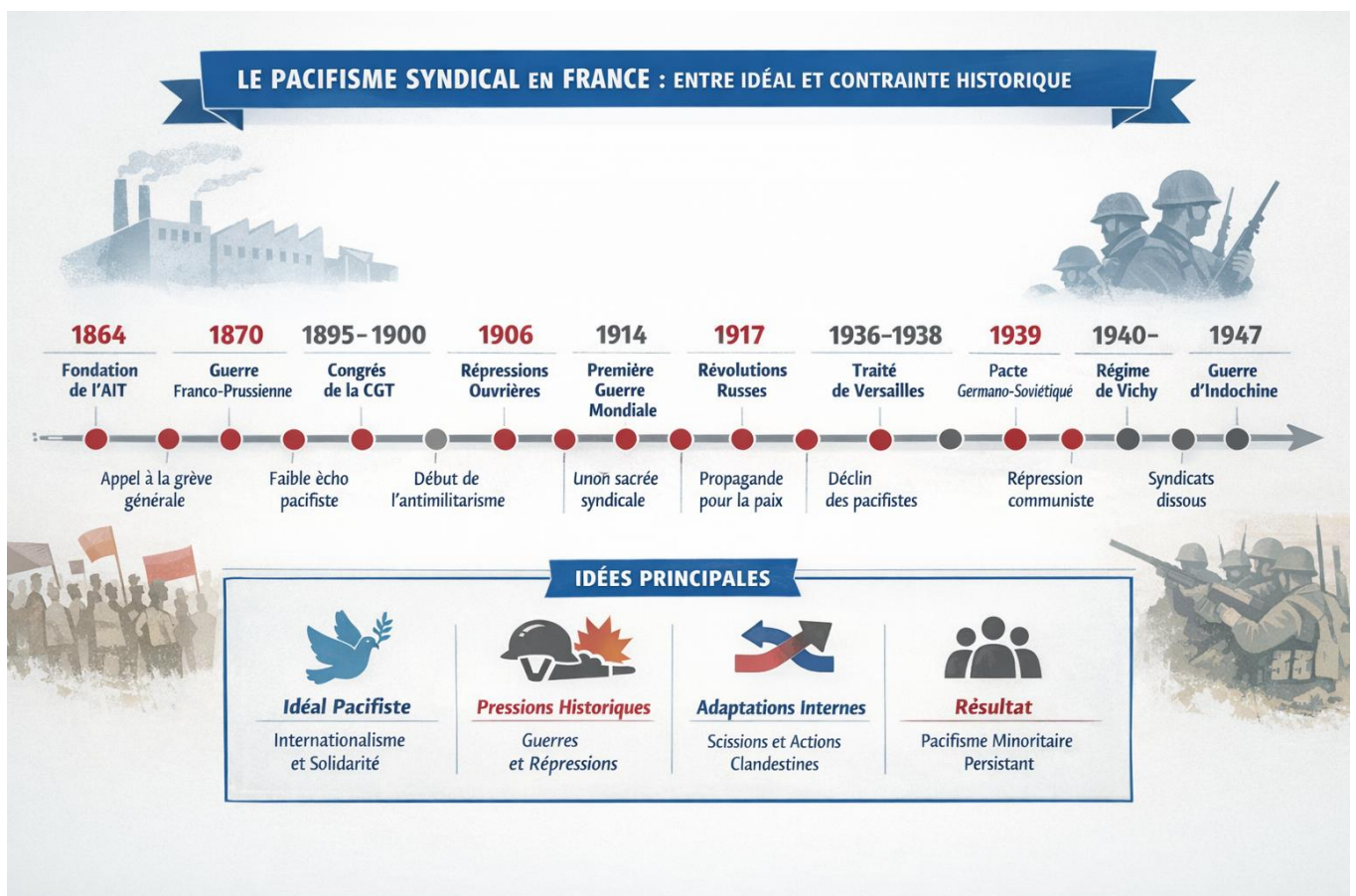
Dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, des militants pacifistes absolus s'opposent aux accords de Munich et à toute intervention militaire, illustrant la difficulté de concilier principes et réalités géopolitiques.

## 6. Entre idéal et pragmatisme contemporain

Après 1945, malgré une forte aspiration à la paix, la réalité politique et militaire continue de limiter l'action syndicale : la guerre d'Indochine montre que les décisions étatiques, l'influence internationale et les intérêts économiques surpassent souvent les mobilisations populaires. Même aujourd'hui, face aux conflits internationaux, les syndicats peinent à mobiliser massivement, reflétant la même tension historique entre idéal pacifiste et contraintes concrètes.

### Synthèse de l'idée centrale

Le fil conducteur du texte est que le pacifisme syndical, bien qu'idéologiquement fort et souvent courageux, a toujours été limité par le contexte historique, la pression de l'État, la propagande, la guerre et les divisions internes. L'histoire du mouvement syndical français montre ainsi que la paix est un idéal exigeant, fragile et souvent minoritaire, mais indispensable pour guider l'action ouvrière et sociale.



## Résumé des interventions suite à la conférence

### Intervention 1

Le premier intervenant apprécie particulièrement la partie sur la Première Guerre mondiale et la question de l'union sacrée. Selon lui, la CGT a toujours vu la seule frontière comme étant celle entre le capital et le travail. Il évoque le crève-cœur des combattants qui pensaient défendre la Révolution française contre le féodalisme prussien, mais qui sont ensuite devenus les premiers pacifistes dans les années 30. Ces anciens combattants ont milité pour infléchir Léon Blum et intervenir en Espagne, sans toujours obtenir gain de cause, même si Blum a parfois fermé les yeux.

Il souligne la complexité du pacifisme, qui n'est jamais simple. Il prend l'exemple des bombardements de l'OTAN contre Milosevic et note que, bien que le pacifisme soit une valeur, il y a des situations où l'action est nécessaire pour protéger les populations menacées. Il met en garde contre l'extrême droite et le révisionnisme qui se développent, notamment à travers les réseaux sociaux, et considère qu'une partie du combat doit se gagner dans la rue pour protéger les associations et les minorités.

---

### Intervention 2

Le deuxième intervenant insiste sur la nécessité de conscience et de compréhension des enjeux mondiaux. Lors des stages de formation de niveau 1, il a constaté que de nombreux camarades n'avaient pas conscience de vivre dans un monde compétitif, où la compétition s'exacerbe notamment pour l'accès aux métaux précieux et à l'énergie. Selon lui, il est essentiel d'organiser des débats et d'expliquer l'organisation du monde, car les choses évoluent très rapidement et le niveau de compréhension doit suivre cette évolution.

---

### Intervention 3

Le troisième intervenant évoque les conflits actuels, en particulier la situation en Palestine, et la fabrication de générations révoltées par la guerre. Il souligne que la pauvreté et l'injustice économique sont à la source de nombreux conflits et de l'essor de l'extrême droite ou des régimes religieux extrémistes. Selon lui, le système économique actuel – qu'il nomme capitalisme ou néolibéralisme – crée des inégalités et des fossés sociaux, ce qui alimente la violence et les tensions mondiales. Il insiste sur la nécessité de consacrer plus de ressources à l'éducation et à la santé plutôt qu'à l'armement.

---

### Intervention 4

Le quatrième intervenant critique le système économique et la vision du pacifisme ni-ni, qui consiste à ne prendre position pour aucun camp dans un conflit. Il rappelle que la CGT a toujours pris parti dans l'histoire, souvent pour défendre les victimes. Il cite les conflits actuels, notamment en Palestine et en Iran, et critique l'interventionnisme des

États-Unis. Selon lui, la CGT doit retrouver des positions claires et cohérentes, en identifiant clairement les agresseurs et les victimes.

---

### **Intervention 5**

Le cinquième intervenant évoque l'histoire du Front populaire et l'importance de l'unité face au fascisme. Selon lui, l'antifascisme doit être compris comme une réaction légitime au fascisme. Il souligne l'exemple de 1934, où différentes forces politiques et syndicales ont su mettre leurs différences de côté pour défendre un objectif commun. Aujourd'hui, il estime que le combat commun mérite d'être élevé, notamment à travers l'éducation populaire et le débat, afin de maintenir une position claire contre le fascisme et de renforcer la CGT.

---

### **Intervention 6**

Le sixième intervenant attire l'attention sur les Kurdes, et en particulier le FDS en Syrie, qu'il considère comme un exemple de gouvernance de gauche, égalitaire et participative. Il souligne leur rôle dans la lutte contre Daesh et déplore le manque de soutien international et de la part de la CGT. Selon lui, le pacifisme a des limites et il est légitime de soutenir ceux qui luttent pour leur survie et la défense de valeurs progressistes.

---

### **Intervention 7**

Le septième intervenant rappelle que son combat a toujours été d'écouter les autres. Il se considère comme un révolutionnaire à la CGT, mais privilégie la démocratie et l'action par les urnes plutôt que par la force. Il souligne l'importance de la participation et de la discussion collective pour réussir les changements sociaux et insiste sur le fait que la violence n'est pas une option.

---

### **Intervention 8**

Le huitième intervenant se déclare pacifiste, mais rappelle les limites de la démocratie historique. Il cite l'exemple de l'Espagne républicaine et des décisions de la démocratie française qui ont eu des conséquences dramatiques, comme les accords de Munich ou la destitution des députés communistes en 1940. Il se rapproche d'un idéal proche de l'anarchisme, où les décisions seraient prises directement par les citoyens.

---

### **Intervention 9**

Le neuvième intervenant insiste sur le rôle du système économique dans les conflits. Selon lui, qu'il s'agisse de guerre ou de paix, ce sont toujours les mêmes intérêts qui profitent, et il est essentiel de s'interroger sur « à qui profite le crime ? ».

---

## **Intervention 10**

Le dixième intervenant critique l'exploitation industrielle et économique. Il évoque les entreprises qui fabriquaient des armes pendant la Première Guerre mondiale et qui aujourd'hui fabriquent des voitures tout en continuant à exploiter les travailleurs. Il dénonce la persistance de la pauvreté, même dans les pays riches, et l'inefficacité des partis politiques anticapitalistes à changer cette situation.

---

## **Intervention 11**

Le onzième intervenant propose une synthèse historique des positions de la CGT. Selon lui, la CGT a toujours cherché à prendre les positions les plus justes en fonction du contexte, défendant les peuples opprimés et le droit à l'autodétermination. Il évoque l'engagement des militants CGT dans la Résistance et en Espagne, les positions complexes sur l'Algérie ou l'Afghanistan, et insiste sur l'importance de considérer tous les éléments du contexte historique et géopolitique avant de se positionner sur un conflit contemporain, comme la guerre russo-ukrainienne ou les bombardements en Iran et Israël. Il conclut en remerciant l'assemblée pour les échanges et souligne l'importance du débat pour comprendre l'histoire et les positions de la CGT.

---

### **Résumé global des interventions**

Les intervenants ont partagé leurs réflexions sur l'histoire, l'action syndicale et les enjeux contemporains, en mettant en avant plusieurs axes centraux :

#### **1. Pacifisme et limites**

Tous s'accordent sur la valeur du pacifisme, mais ils soulignent qu'il a des limites. Si la paix et le dialogue sont essentiels, certains conflits nécessitent une action directe pour protéger les populations menacées ou combattre le fascisme. Les exemples cités incluent la Résistance française, les brigades internationales en Espagne, et la lutte des Kurdes contre Daesh. Les intervenants insistent sur le fait que le pacifisme ne doit pas devenir un outil au service d'un impérialisme ou d'une injustice.

#### **2. Démocratie et engagement politique**

La démocratie est valorisée comme moyen de changement social et de révolution par les urnes plutôt que par la violence. Cependant, l'histoire montre ses limites : les décisions démocratiques peuvent parfois être injustes ou inefficaces (exemple de l'Espagne républicaine, accords de Munich, destitution des députés communistes en 1940). Certains intervenants se rapprochent d'un idéal proche de l'anarchisme, avec des décisions prises directement par les citoyens. La participation collective et le débat sont essentiels pour garantir une action juste et efficace.

### **3. Système économique et inégalités**

Le système économique actuel est largement critiqué. Les intervenants dénoncent le capitalisme et le néolibéralisme, qui créent pauvreté, inégalités et conflits. Qu'il s'agisse de guerre ou de paix, les mêmes intérêts profitent tandis que les populations s'appauvrissent. L'exploitation des travailleurs par les grandes entreprises persiste à travers le temps, comme l'illustrent Krupp, Schneider ou Skoda. La pauvreté et le manque d'éducation sont identifiés comme le terreau de l'extrême droite, des régimes autoritaires et des conflits religieux.

### **4. Antifascisme et unité face aux menaces**

Les intervenants rappellent l'importance de l'antifascisme, historique et actuel. L'exemple du Front populaire et des mobilisations de 1934 montre qu'une unité des forces politiques et syndicales peut contrer le fascisme. Aujourd'hui, il est nécessaire de renforcer la vigilance, notamment face à la montée des mouvements d'extrême droite et à leur influence dans certaines villes. L'éducation populaire et le débat restent des outils essentiels pour maintenir cette unité et contrer les idéologies dangereuses.

### **5. Histoire et rôle de la CGT**

La CGT a toujours cherché à défendre les travailleurs et les peuples opprimés, en prenant position dans des contextes complexes et en pesant toutes les dimensions du contexte historique et géopolitique. Elle a participé à la lutte contre le fascisme, la Résistance, et des engagements internationaux comme en Afghanistan. La CGT cherche à combiner idéologie, opinion publique et pragmatisme pour défendre les victimes et limiter les divisions internes.

### **6. Responsabilité collective et action concrète**

Les intervenants soulignent la nécessité d'une action collective et réfléchie. La victoire sociale et politique dépend de la participation, du débat, et de la mobilisation des travailleurs. La défense des droits et des valeurs progressistes requiert parfois un engagement direct sur le terrain, mais toujours avec un objectif clair et juste.

---

**En synthèse :** Les débats montrent une tension entre pacifisme et action nécessaire, entre démocratie et limites de l'Histoire, et entre idéalisme et réalités économiques. La CGT est perçue comme un acteur historique qui a su défendre les travailleurs et les peuples opprimés, mais qui doit continuer à adapter ses positions face aux défis contemporains : extrême droite, conflits internationaux, inégalités économiques et défense des droits collectifs.